

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-26-018

**de mise en demeure et
ordonnant le paiement d'une astreinte administrative journalière**

Société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE

à GONESSE

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8, R. 512-74 et R.512-39-1 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2000 autorisant la société REISCH SA à exploiter une installation de traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par procédé électrolytique ou chimique sur le territoire de la commune de GONESSE – 2, Rue des Frères Montgolfier – Zone industrielle Nord ;

Vu le récépissé sans frais délivré le 19 novembre 2010 actant le changement d'exploitant de la société REISCH SA au profit de la société PERRIEN INDUSTRIE MONTREUIL (PIM) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 qui a modifié en dernier lieu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 février 2000 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2016 n° 2016/07 portant autorisation de changement d'exploitant de la société SAS PERRIEN INDUSTRIE MONTREUIL (PIM) au profit de la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE (PTS) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-23-002 du 2 janvier 2023 imposant des mesures d'urgence à la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-23-127 du 2 novembre 2023 mettant en demeure la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE de respecter les dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 2 janvier 2023 susvisé ;

- les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 2 janvier 2023 précité, en justifiant de la bonne élimination des déchets restants sur le site suite à l'incendie,

- les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 2 janvier 2023 susvisé, en justifiant de la mise en sécurité du puits d'alimentation en eau souterraine du site,

- les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 2 janvier 2023 précité, en transmettant les bordereaux d'élimination des eaux d'extinction issues de l'incendie du 1^{er} janvier 2023.

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-018 du 23 février 2026 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le rapport du 16 janvier 2026 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 14 janvier 2026 sur le site exploité par la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE ;

Vu le courrier du 16 janvier 2026 par lequel l'inspection des installations classées adresse à la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE le rapport du 16 janvier 2026 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai d'un mois pour faire part de ses observations ;

Considérant que le délai laissé à la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

Considérant que la visite d'inspection du 14 janvier 2026 a permis de constater que :

- aucune activité n'a été remise en service sur le site depuis le 2 janvier 2023 ;

- l'exploitant n'a pas procédé à la cessation d'activité de son installation dans les conditions prévues par l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

- l'exploitant n'a pas transmis, à l'inspection des installations classées, de justificatifs attestant de la bonne mise en sécurité du puits d'alimentation en eaux souterraines du site contrairement à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° IC-23-002 du 2 janvier 2023 susvisé ;

Considérant que l'activité sur site a été interrompue pendant trois ans depuis le 2 janvier 2023 jusqu'au 14 janvier 2026 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 512-74-II du code de l'environnement, il convient donc de statuer que l'arrêté d'autorisation délivré le 21 février 2000, à la société REISCH SA, pour l'exploitation d'un atelier de traitement de surfaces dont le volume des bains est de 69 060 litres à GONESSE, cesse de produire effet ;

Considérant que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE de se mettre en conformité sur ces sujets ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE implantée sur le territoire de la commune de GONESSE, 2, rue des Frères Montgolfier- Zone industrielle Nord, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de QUINZE jours à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement en procédant à la cessation d'activité de l'ensemble de son installation dans les conditions prévues par ce même article.

Article 2 : En application de l'article L.171-8-II-4° du code de l'environnement, la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière d'un montant de **50, 00 euros** (cinquante euros) jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 2 novembre 2023 susvisé, **à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R.512-74-II du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 21 février 2000, à la société REISCH SA pour l'exploitation d'un atelier de traitement de surfaces dont le volume des bains est de 69 060 litres, sur le territoire de la commune de GONESSE, 2, rue des Frères Montgolfier – Zone industrielle Nord, **cesse de produire effet à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Article 4 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de GONESSE sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le – 2 MARS 2026

Le préfet,
Pour le préfet,
La secrétaire générale

Hélène GIRARDOT

